



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE  
ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Paris, le 30 mars 2026

N°504

### **Communiqué des ministres de l'Énergie, des Finances et des gouverneurs des banques centrales du G7**

Nous, ministres de l'énergie et des finances et gouverneurs des banques centrales du G7, avons organisé une réunion virtuelle le 30 mars afin d'évaluer l'évolution de la situation au Moyen-Orient et ses implications pour les marchés de l'énergie, l'économie mondiale et la stabilité financière.

S'appuyant sur les discussions des ministres des finances du 9 mars et des ministres de l'énergie du 10 mars, et éclairés par les analyses en cours du Fonds monétaire international (FMI), du Groupe Banque mondiale (GBM), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et du Conseil de stabilité financière (CSF, ou FSB en anglais), nous continuons de suivre de près les évolutions de la situation et leurs impacts potentiels sur la croissance mondiale et les conditions des marchés financiers. Nous saluons la décision des membres de l'AIE, en date du 11 mars, d'autoriser la plus grande libération coordonnée de stocks de pétrole.

En particulier, conformément à leurs mandats respectifs, les banques centrales du G7 sont résolument déterminées à maintenir la stabilité des prix et à assurer la résilience continue du système financier. La politique monétaire continuera

de suivre une approche s'appuyant sur les données. À cette fin, les banques centrales surveillent de près l'impact des pressions sur les prix de l'énergie et des autres matières premières sur l'inflation, les anticipations d'inflation et l'activité économique.

Nous, ministres de l'énergie et des finances du G7, réitérons notre engagement ferme en faveur de marchés de l'énergie fonctionnels, stables et transparents. Nous soutenons les efforts appropriés visant à maintenir une offre adéquate sur les marchés mondiaux de pétrole et de gaz, et prenons note des options proposées par l'AIE pour gérer la demande, en tenant compte des circonstances propres à chaque pays, afin d'aider à stabiliser les conditions de marché et à limiter une volatilité excessive. Dans ce contexte, nous appelons tous les pays à s'abstenir d'imposer des restrictions injustifiées à l'exportation d'hydrocarbures et de produits dérivés.

Nous réaffirmons l'importance de flux commerciaux sûrs et ininterrompus, y compris la sécurité de navigation et la protection des routes maritimes et des infrastructures essentielles, indispensables à la stabilité économique mondiale et à la sécurité énergétique.

Nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires en étroite coordination avec nos partenaires, y compris pour préserver la stabilité et la sécurité du marché de l'énergie. Nous reconnaissons l'importance d'une action internationale coordonnée afin d'atténuer les effets de contagion et préserver la stabilité macroéconomique.

Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à l'Ukraine dans la défense de son intégrité territoriale, de son droit à exister et de sa liberté, de sa souveraineté et de son indépendance. Nous réitérons notre engagement à maintenir la pression sur la Russie, en vue d'aboutir à une paix juste et durable en Ukraine.

Nous, ministres de l'Énergie et des Finances et gouverneurs des banques centrales du G7, appelons le FMI, le Groupe Banque mondiale et l'OCDE à approfondir leur évaluation de l'impact économique des évolutions sur les marchés de l'énergie, y compris leurs conséquences pour les pays en développement, les répercussions sectorielles et les implications pour les chaînes de valeur stratégiques, notamment en ce qui concerne les minerais critiques et la sécurité alimentaire, et à rendre compte d'ici les Assemblées de printemps.

Nous demandons à l'AIE de continuer à suivre les évolutions sur les marchés de l'énergie et de fournir en temps utile des analyses à ses membres, ainsi que des

scénarios prospectifs pour aider les pays membres à concevoir des mesures adaptées pour répondre à l'évolution potentielle de la situation.

Nous chargeons le CSF de continuer à surveiller les vulnérabilités potentielles des marchés financiers.

Nous continuerons d'échanger des informations et de coordonner étroitement nos actions au sein du G7, ainsi qu'avec nos partenaires internationaux, et restons prêts à nous réunir en tant que de besoin, en réponse à l'évolution de la situation.

**Contacts presse :**

Cabinet de Roland Lescure : 01 53 18 41 20 - [presse.mefsien@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.mefsien@cabinets.finances.gouv.fr)

Bureau de presse de Bercy : 01 53 18 33 80 - [presse.bercy@finances.gouv.fr](mailto:presse.bercy@finances.gouv.fr)